

le bulletin de liaison



Contrôlons les aides publiques à l'emploi

Le scénario se répète inlassablement depuis des dizaines d'années : une entreprise, souvent industrielle, reçoit pendant une longue période des aides publiques. Elles sont nombreuses et il en existe de différentes formes, d'exonérations de cotisations sociales aux aides directes ou crédits d'impôt. Cette masse d'argent public, mise à disposition par les collectivités territoriales – qui se mènent souvent entre elles une guerre de territoires depuis la décentralisation – ou par les services de l'État est censée soutenir et développer l'emploi. Bien entendu, aucune contrepartie n'est réellement exigée, et aucun contrôle n'a lieu dans la réalité : les services de l'État sont à moitié déficients par un manque de moyens et à moitié garants de la politique gouvernementale et donc pro-patronale.

Les salariés et leurs représentants à travers le CSE, n'ont aucun pouvoir pour dépasser le simple stade d'information dans la BDES – lorsque celui-ci est respecté. Finalement, l'entreprise qui aura profité de l'argent public, aura pu au

choix privilégier les actionnaires ou la rémunération des cadres dirigeants au lieu de mener des investissements ou de soutenir l'emploi, en embauchant et en cessant les contrats précaires. Et, quand l'entreprise se déclare en difficulté, même au sommet de l'État, mais aussi dans les médias, tout le monde viendra déplorer la catastrophe d'une usine qui risque encore de fermer. Tous renvoyant les responsabilités de cette situation au manque de loyauté de la direction d'entreprise qui a gentiment empoché des dizaines de millions d'euros d'argent public pour éventuellement délocaliser ailleurs.

Ce cirque, rempli d'hypocrisie, de vies brisées, porte un nom : le capitalisme. Pour cette raison, l'Union Fédérale SUD Industrie lancera, aux côtés d'autres organisations de SUD-Solidaires et si possible plus largement encore, une grande campagne d'information et de mobilisation pour la défense de l'emploi à travers le contrôle des aides publiques, pour rappeler que c'est aux travailleurs-ses de décider collectivement de leur avenir.

APLD, APC, ARME : décrypter pour agir

Les salariés des secteurs industriels sont confrontés depuis de longue date à la question du chômage partiel, et notamment d'activité partielle longue durée (APLD) à travers des accords de branche et/ou d'entreprise. En effet, c'est souvent la condition sine qua non – hors crise sanitaire et mesures spécifiques – pour bénéficier d'une meilleure couverture et maintien de salaire pendant les périodes de chômage partiel. Mais les pièges peuvent être nombreux, surtout quand les salariés n'ont pas de contrôle sur la stratégie de l'entreprise, sur les difficultés réelles ou liées à une recherche accrue de bénéfices et l'absence d'engagement de l'entreprise sur la pérennisation des emplois.

Les gouvernements successifs ont répondu à la demande récurrente du patronat de transformer la négociation d'entreprise en reculs validés collectivement, tout en es-

sayant de lui donner une forme plus « démocratique ».

Derrière le chantage à l'emploi, on retrouve désormais le dispositif ARME (Activité réduite pour le maintien à l'emploi) ou encore les APC (Accord de performance collective) qui permettent à l'employeur de retirer des acquis sociaux aux salariés sans passer par la modification individuelle du contrat de travail. Il ne suffit pas de les combattre, idéologiquement ou d'afficher une simple opposition mais bel et bien de réfléchir à nos pratiques syndicales à partir des modifications juridiques.

Pour armer nos militant-e-s, l'Union Fédérale SUD Industrie vient de lancer un groupe de travail, ouvert à ses structures membres, pour sortir du matériel sur tous ces dispositifs. Avec l'intime conviction que le combat doit être mené partout et en même temps.



Contacts utiles

**Union Fédérale
SUD industrie**
10, Avenue Rachel
75018 Paris

permanence@sudindustrie.org
www.sudindustrie.org

Trésorerie
Laurent Volonté
Massimo d'Amato
Céline Hofer
06.29.62.43.33

tresorerie@sudindustrie.org

**Vie interne &
Développement**
Julien Gonthier
06.30.55.33.56

gonthier@sudindustrie.org

Formation syndicale
Francis Fontana
06.30.71.78.22

formation@sudindustrie.org

Juridique
Mohamed Khenniche
Jérôme Lorton

juridique@sudindustrie.org

**Laïcité & lutte contre les dis-
criminations**
Francky Poiriez
06.50.00.91.72

laicite@sudindustrie.org

International
Marc Tzwangue
06.82.55.83.16

international@sudindustrie.org

Boutique militante
Jérôme Massin

boutique@sudindustrie.org

CONGRÈS SUD INDUS- TRIE TERRITORIAUX

Signe parmi d'autres de vitalité démocratique et de notre attachement à faire vivre une organisation syndicale la plus proche du terrain, plusieurs congrès départementaux ont été organisés ces dernières semaines.

Après celui de SUD Industrie 73-74 qui fut une réussite avec un développement important du syndicat chez NTN-SNR mais aussi avec la création de plusieurs nouvelles sections, c'est au tour de la Normandie. Les syndicats SUD Industrie 76 – avec des sections comme Renault Cléon, Nestlé, GCA etc. – et SUD Industrie 27 tiendront leurs congrès respectifs fin novembre. En plus du renouvellement et renforcement des collectifs d'animation, les syndicats débattront de la situation de l'emploi et des réponses syndicales à apporter. Ces débats pourront nourrir les travaux de notre conseil syndical qui se tiendra mi-décembre.

SAMUEL PATY : NO PASARAN !

Notre syndicat a sorti un communiqué rappelant tout d'abord notre solidarité avec la famille de Samuel Paty, qui fut lâchement assassiné par un islamiste radical. Notre combat contre tous les fascismes et intégrismes, politiques ou religieux, passe par la défense de la liberté d'expression, de la laïcité, mais aussi par un service public de l'enseignement renforcé. L'intégrisme religieux n'a pas de monopole et chaque courant religieux a son lot de fanatiques. Pour cette raison, les organisations communautaristes qui divisent la classe ouvrière doivent être sévèrement combattues. Des catholiques intégristes de Civitas au faux nez de l'islamisme radical du CCIF en passant par la LDJ, ces organisations nous obligent à mettre toute l'énergie pour redévelopper un antifascisme de classe et de masse, sans compromis ou calcul politique.

Le Feu sacré : une reconquête industrielle et sociale

Rare est l'occasion de voir des films sur des luttes dans les secteurs industriels. En l'occurrence, le film « Le feu sacré », réalisé par Eric Gueret, qui vient de sortir au cinéma permet de mettre l'accent sur un combat d'actualité toute fraîche dans la sidérurgie (Ascoval, dans le nord). Ce film présenté tel un thriller, avec de multiples rebondissements montre le combat victorieux mené dans l'unité des salariés. Le film a surtout le mérite de redonner la parole aux salariés, attachés à fois à leur outil de production et à leur terri-



toire, mais aussi à la question centrale de qui décide et qui détient donc les moyens de production.

L'Union Fédérale SUD Industrie est partenaire pour animer d'abord en salle de cinéma (quand cela est ou sera possible), puis ensuite dans les entreprises des débats qui nous ramènent dans notre quotidien de restructurations et plans sociaux menés au pas de course avec la bénédiction du gouvernement.

Si vous êtes intéressés pour co-organiser une projection avec un débat, vous pouvez contacter directement la permanence de SUD Industrie.

